

TABLEAU COMPARATIF

Texte adopté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture	[P]
Projet de loi relatif à la sécurité publique	Projet de loi relatif à la sécurité publique	
CHAPITRE I ^{ER}	CHAPITRE I ^{ER}	
Usage des armes par les forces de l'ordre	Usage des armes par les forces de l'ordre	
Article 1 ^{er}	Article 1 ^{er}	
I. – Le titre III du livre IV du code de la sécurité intérieure est complété par un chapitre V ainsi rédigé :	I. – <i>(Alinéa sans modification)</i>	[1]
« CHAPITRE V	<i>(Alinéa sans modification)</i>	[2]
« Règles d'usage des armes	<i>(Alinéa sans modification)</i>	[3]
« Art. L. 435-1. – Dans l'exercice de leurs fonctions et revêtus de leur uniforme ou des insignes extérieurs et apparents de leur qualité, les agents de la police nationale et les militaires de la gendarmerie nationale peuvent, outre les cas mentionnés à l'article L. 211-9, faire usage de leurs armes en cas d'absolue nécessité et de manière strictement proportionnée :	« Art. L. 435-1. – <i>(Alinéa sans modification)</i>	[4]
« 1° Lorsque des atteintes à la vie ou à l'intégrité physique sont portées contre eux ou contre autrui ou lorsque des personnes armées menacent leur vie ou leur intégrité physique ou celles d'autrui ;	« 1° <i>(Alinéa sans modification)</i>	[5]
« 2° Lorsque, après deux sommations faites à haute voix, ils ne peuvent défendre autrement <i>le terrain</i> qu'ils occupent, <i>les postes</i> ou les personnes qui leur sont <i>confiés</i> ;	« 2° Lorsque, après deux sommations faites à haute voix, ils ne peuvent défendre autrement <i>les lieux</i> qu'ils occupent ou les personnes qui leur sont <i>confiées</i> ;	[6]
« 3° Lorsque, immédiatement après deux sommations adressées à haute voix à <i>des personnes qui cherchent à échapper à leur garde ou à leurs investigations</i> , ils ne peuvent contraindre <i>ces personnes</i> à s'arrêter que par l'usage <i>de leurs armes et qu'ils ont des raisons réelles et objectives d'estimer probable la perpétration par ces personnes d'atteintes</i> à leur vie ou à leur intégrité physique ou à celles d'autrui ;	« 3° Lorsque, immédiatement après deux sommations adressées à haute voix, ils ne peuvent contraindre à s'arrêter, <i>autrement</i> que par l'usage <i>des armes, des personnes qui cherchent à échapper à leur garde ou à leurs investigations et qui sont susceptibles de perpétrer, dans leur fuite, des atteintes</i> à leur vie ou à leur intégrité physique ou à celles d'autrui ;	[7]
« 4° Lorsqu'ils ne peuvent immobiliser <i>les véhicules, embarcations ou autres moyens de transport, dont les conducteurs n'obtempèrent pas à l'ordre d'arrêt, autrement que par l'usage de leurs armes et qu'ils ont des raisons réelles et objectives d'estimer probable la perpétration par ces conducteurs d'atteintes</i> à leur vie ou à leur intégrité physique ou à celles d'autrui ;	« 4° Lorsqu'ils ne peuvent immobiliser, <i>autrement que par l'usage des armes, des véhicules, embarcations ou autres moyens de transport, dont les conducteurs n'obtempèrent pas à l'ordre d'arrêt et dont les occupants sont susceptibles de perpétrer, dans leur fuite, des atteintes</i> à leur vie ou à leur intégrité physique ou à celles d'autrui ;	[8]
« 5° Dans le but exclusif d'empêcher la réitération, dans un temps rapproché, d'un ou de plusieurs meurtres ou tentatives de meurtre venant d'être commis, lorsqu'ils ont des raisons réelles et objectives d'estimer que cette réitération est probable au regard des informations dont ils	« 5° <i>(Alinéa sans modification)</i>	[9]

Texte adopté par le Sénat en première lecture

disposent au moment où ils font usage de leurs armes. »

II. – Au premier alinéa de l'article L. 214-2 du même code, après les mots : « police nationale », sont insérés les mots : « et les militaires de la gendarmerie nationale ».

III. – L'article L. 214-3 du même code est abrogé.

III bis (nouveau). – La section 4 du chapitre I^{er} du titre I^{er} du livre V du même code est ainsi modifiée :

1° L'intitulé est complété par les mots : « et règles d'usage des armes » ;

2° Il est ajouté un article L. 511-5-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 511-5-1. – Les agents de police municipale autorisés à porter une arme selon les modalités définies à l'article L. 511-5 peuvent faire usage de leurs armes dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article L. 435-1 et dans les cas prévus aux 1° et 5° du même article L. 435-1. »

IV. – Le titre II du code des douanes est ainsi modifié :

1° Le 2 de l'article 56 est ainsi rédigé :

« 2. Ils peuvent en faire usage dans les conditions prévues à l'article L. 435-1 du code de la sécurité intérieure. » ;

2° Le 2 de l'article 61 est ainsi rédigé :

« 2. Ces derniers peuvent faire usage de matériels appropriés, conformes à des normes techniques définies par arrêté du ministre chargé des douanes, pour immobiliser les moyens de transport dans les cas prévus à l'article L. 214-2 du code de la sécurité intérieure. »

V. – L'article L. 2338-3 du code de la défense est ainsi rédigé :

« Art. L. 2338-3. – Les militaires de la gendarmerie nationale peuvent faire usage de leurs armes dans les conditions prévues à l'article L. 435-1 du code de la sécurité intérieure. Ils peuvent également faire usage de matériels appropriés pour immobiliser les moyens de transport dans les conditions prévues à l'article L. 214-2 du même code.

« Les militaires déployés sur le territoire national dans le cadre des réquisitions prévues à l'article L. 1321-1 du présent code peuvent faire usage de leurs armes et immobiliser des moyens de transport dans les mêmes conditions.

« Les militaires chargés de la protection des installations militaires situées sur le territoire national peuvent faire usage de leurs armes dans les conditions

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

II et III. – (Non modifiés)

III bis. – (Supprimé)

IV. – (Alinéa sans modification)

1° (Alinéa sans modification)

« 2. Ils peuvent faire usage de leurs armes dans les conditions prévues à l'article L. 435-1 du code de la sécurité intérieure. » ;

2° (Non modifié)

V. – (Alinéa sans modification)

« Art. L. 2338-3. – (Alinéa sans modification)

« Les militaires déployés sur le territoire national dans le cadre des réquisitions prévues à l'article L. 1321-1 du présent code peuvent faire usage de leurs armes et immobiliser les moyens de transport dans les mêmes conditions.

« Les militaires chargés de la protection des installations militaires situées sur le territoire national peuvent faire usage de leurs armes dans les conditions

[P]

[10]

[11]

[12]

[13]

[14]

[15]

[16]

[17]

[18]

[19]

[20]

Texte adopté par le Sénat en première lecture

prévues *au premier alinéa* de l'article L. 435-1 du code de la sécurité intérieure *et dans les cas prévus aux 1° à 4° du même article L. 435-1* et immobiliser des moyens de transport dans les conditions prévues à l'article L. 214-2 du même code. »

VI. – L'article 122-4-1 du code pénal est abrogé.

VII (*nouveau*). – Le dernier alinéa de l'article 12 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire est ainsi *rédigé* :

« *Ils ne doivent utiliser la force, le cas échéant en faisant usage d'une arme à feu, que dans les cas prévus aux 1° et 2° de l'article L. 435-1 du code de la sécurité intérieure, ou en cas de tentative d'évasion ou de résistance par la violence ou par inertie physique aux ordres donnés. Lorsqu'ils y recourent, ils ne peuvent le faire qu'en cas d'absolue nécessité et de manière strictement proportionnée.* »

CHAPITRE II

Protection de l'identité de certains agents intervenant dans les procédures pénales et douanières ainsi que des signataires de décisions administratives fondées sur des motifs en lien avec la prévention d'actes de terrorisme

Article 2

I. – La section 1 du chapitre I^{er} du titre I^{er} du livre I^{er} du code de procédure pénale est complétée par un article 15-4 ainsi rédigé :

« *Art. 15-4. – I. – Dans l'exercice de ses fonctions,*

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

prévues *aux 1° à 4°* de l'article L. 435-1 du code de la sécurité intérieure *en cas d'absolue nécessité et de manière strictement proportionnée. Ils peuvent également immobiliser les moyens de transport* dans les conditions prévues à l'article L. 214-2 du même code. »

VI. – (*Non modifié*)

VII. – Le dernier alinéa de l'article 12 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire est ainsi *modifié* :

1° À la première phrase, les mots : « le cas échéant en faisant usage d'une arme à feu » sont remplacés par les mots : « en se limitant à ce qui est strictement nécessaire » ;

2° La seconde phrase est ainsi rédigée :

« *Dans ces cas ainsi que dans ceux prévus aux 1° et 2° de l'article L. 435-1 du code de la sécurité intérieure, ils peuvent faire usage d'une arme à feu en cas d'absolue nécessité et de manière strictement proportionnée.* »

CHAPITRE I^{ER} BIS

Encourager la mutualisation des polices municipales
(*Division et intitulé nouveaux*)

Article 1^{er} bis
(*nouveau*)

Le premier alinéa de l'article L. 512-1 du code de la sécurité intérieure est ainsi modifié :

1° Les mots : « de moins de 20 000 habitants » sont supprimés ;

2° Le nombre : « 50 000 » est remplacé par le nombre : « 80 000 ».

CHAPITRE II

Protection de l'identité de certains agents intervenant dans les procédures pénales et douanières ainsi que des signataires de décisions administratives fondées sur des motifs en lien avec la prévention d'actes de terrorisme

Article 2

I. – (*Alinéa sans modification*)

« *Art. 15-4. – I. – Dans l'exercice de ses fonctions,*

[P]

[21]

[22]

[23]

[24]

[25]

[1]

[2]

[3]

[1]

[2]

Texte adopté par le Sénat en première lecture

tout agent de la police nationale ou de la gendarmerie nationale peut être autorisé à ne pas *s'identifier* par ses nom et prénom, dans les actes de procédure définis au troisième alinéa du présent I qu'il établit, lorsque la révélation de son identité est susceptible, compte tenu des conditions d'exercice de sa mission ou de la nature des faits qu'il est habituellement amené à constater, de mettre en danger sa vie ou son intégrité physique ou celles de ses proches.

« L'autorisation est délivrée nominativement par un responsable hiérarchique défini par décret. Copie en est transmise au procureur de la République territorialement compétent.

« Cette autorisation permet à son bénéficiaire *de s'identifier* par un numéro d'immatriculation administrative, sa qualité et son service ou unité d'affectation dans tous les actes de procédure portant sur un crime ou un délit.

« Le bénéficiaire de l'autorisation est également autorisé à déposer ou à comparaître comme témoin, au cours de l'enquête ou devant les juridictions d'instruction ou de jugement, et à se constituer partie civile, en utilisant ces mêmes éléments d'identification qui sont seuls mentionnés dans les procès-verbaux, citations, convocations, ordonnances, jugements ou arrêts. Il ne peut être fait état de ses nom et prénom au cours des audiences publiques.

« Le présent I n'est pas applicable *lorsqu'en* raison d'un acte commis dans l'exercice de ses fonctions, le bénéficiaire de l'autorisation est entendu en application des articles 61-1 ou 62-2 ou qu'il fait l'objet de poursuites pénales.

« *I bis.* – Le I du présent article est applicable aux agents mentionnés aux articles 28-1 et 28-2.

« II. – Les juridictions d'instruction ou de jugement saisies des faits ont accès aux nom et prénom de la personne *qui s'est* identifiée par un numéro d'immatriculation administrative dans un acte de procédure.

« Saisi par une partie à la procédure d'une requête

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

tout agent de la police nationale ou de la gendarmerie nationale peut être autorisé à ne pas *être identifié* par ses nom et prénom dans les actes de procédure définis au troisième alinéa du présent I qu'il établit, lorsque la révélation de son identité est susceptible, compte tenu des conditions d'exercice de sa mission ou de la nature des faits qu'il est habituellement amené à constater, de mettre en danger sa vie ou son intégrité physique ou celles de ses proches.

« L'autorisation est délivrée nominativement par un responsable hiérarchique *d'un niveau suffisant*, défini par décret, *statuant par une décision motivée*. Copie en est transmise au procureur de la République territorialement compétent.

« Cette autorisation permet à son bénéficiaire *d'être identifié* par un numéro d'immatriculation administrative, sa qualité et son service ou unité d'affectation dans tous les actes de procédure portant sur un crime ou un délit *puni d'au moins trois ans d'emprisonnement*. *Cette identification est également possible dans les procédures délictuelles qui concernent une personne ayant fait auparavant l'objet de procédures dans lesquelles l'agent bénéficiaire de l'autorisation a été identifié sous un numéro d'immatriculation ou lorsque la personne a déjà été mise en cause ou condamnée pour l'une des infractions mentionnées aux articles 221-1 à 221-5-1, 222-1 à 222-6 et 222-7 à 222-15-1, au second alinéa de l'article 222-17, aux articles 222-18, 222-18-3, 222-34 à 222-40, 222-52 à 222-60, 311-4 à 311-9, 311-10 et 322-6 à 322-11-1, au chapitre II du titre I^{er} du livre IV et aux articles 421-1 à 421-6, 433-3, 433-7 et 433-8 du code pénal.*

« Le bénéficiaire de l'autorisation est également autorisé à déposer ou à comparaître comme témoin au cours de l'enquête ou devant les juridictions d'instruction ou de jugement et à se constituer partie civile en utilisant ces mêmes éléments d'identification, qui sont seuls mentionnés dans les procès-verbaux, citations, convocations, ordonnances, jugements ou arrêts. Il ne peut être fait état de ses nom et prénom au cours des audiences publiques.

« Le présent I n'est pas applicable *lorsque*, en raison d'un acte commis dans l'exercice de ses fonctions, le bénéficiaire de l'autorisation est entendu en application des articles 61-1 ou 62-2 *du présent code* ou qu'il fait l'objet de poursuites pénales.

« *I bis.* – (Alinéa sans modification)

« II. – Les juridictions d'instruction ou de jugement saisies des faits ont accès aux nom et prénom de la personne identifiée par un numéro d'immatriculation administrative dans un acte de procédure.

« Saisi par une partie à la procédure d'une requête

[P]

[3]

[4]

[5]

[6]

[7]

[8]

[9]

Texte adopté par le Sénat en première lecture

écrite et motivée tendant à la communication *du* nom et *du* prénom d'une personne *ayant bénéficié* du I, le juge d'instruction ou le président de la juridiction de jugement décide des suites à donner à cette requête, après avis du ministère public et en tenant compte, d'une part, de la menace que la révélation de l'identité de cette personne ferait peser sur sa vie ou son intégrité physique ou celles de ses proches et, d'autre part, de la nécessité de communiquer cette identité pour l'exercice des droits de la défense de l'auteur de la demande. Le procureur de la République se prononce dans les mêmes conditions lorsqu'il est fait application de l'article 77-2.

« En cas de demande d'annulation d'un acte de procédure fondée sur la violation des formes prescrites par la loi à peine de nullité ou sur l'inobservation des formalités substantielles dont l'appréciation nécessite la révélation des nom et prénom du bénéficiaire d'une autorisation délivrée en application du I du présent article, le juge d'instruction, le président de la chambre de l'instruction ou le président de la juridiction de jugement *statuent* sans verser ces éléments au débat contradictoire ni indiquer les nom et prénom du bénéficiaire de cette autorisation dans *leur* décision.

« III. – Hors les cas prévus au deuxième alinéa du II, la révélation des nom et prénom du bénéficiaire d'une autorisation délivrée en application du I ou de tout élément permettant son identification personnelle ou sa localisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende.

« Lorsque cette révélation a entraîné des violences à l'encontre du bénéficiaire de l'autorisation ou de son conjoint, de ses enfants ou de ses ascendants directs, les peines sont portées à sept ans d'emprisonnement et à 100 000 € d'amende.

« Lorsque cette révélation a entraîné la mort des personnes mentionnées au deuxième alinéa du présent III, les peines sont portées à dix ans d'emprisonnement et à 150 000 € d'amende, sans préjudice, le cas échéant, de l'application du chapitre I^{er} du titre II du livre II du code pénal.

« IV. – Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application du présent article. »

II. – Après l'article 55 du code des douanes, il est inséré un article 55 *bis* ainsi rédigé :

« Art. 55 bis. – Par dérogation au chapitre IV du titre II et au titre XII du présent code, les agents des douanes peuvent, sur autorisation d'un responsable hiérarchique défini par décret, être identifiés dans les actes de procédure, déposer, être désignés, comparaître comme témoins ou se constituer parties civiles en utilisant le numéro de leur commission d'emploi, leur qualité et leur service ou unité d'affectation, dans les conditions prévues à l'article 15-4 du code de procédure pénale. »

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

écrite et motivée tendant à la communication *des* nom et prénom d'une personne *bénéficiaire d'une autorisation délivrée en application* du I, le juge d'instruction ou le président de la juridiction de jugement décide des suites à donner à cette requête, après avis du ministère public et en tenant compte, d'une part, de la menace que la révélation de l'identité de cette personne ferait peser sur sa vie ou son intégrité physique ou celles de ses proches et, d'autre part, de la nécessité de communiquer cette identité pour l'exercice des droits de la défense de l'auteur de la demande. Le procureur de la République se prononce dans les mêmes conditions lorsqu'il est fait application de l'article 77-2.

« En cas de demande d'annulation d'un acte de procédure fondée sur la violation des formes prescrites par la loi à peine de nullité ou sur l'inobservation des formalités substantielles dont l'appréciation nécessite la révélation des nom et prénom du bénéficiaire d'une autorisation délivrée en application du I du présent article, le juge d'instruction, le président de la chambre de l'instruction ou le président de la juridiction de jugement *statue* sans verser ces éléments au débat contradictoire ni indiquer les nom et prénom du bénéficiaire de cette autorisation dans *sa* décision.

« III. – (*Alinéa sans modification*)

(*Alinéa sans modification*)

(*Alinéa sans modification*)

« IV. – (*Alinéa sans modification*)

II. – (*Alinéa sans modification*)

« Art. 55 bis. – Par dérogation au chapitre IV du *présent titre* et au titre XII du présent code, les agents des douanes peuvent, sur autorisation d'un responsable hiérarchique *d'un niveau suffisant*, défini par décret, être identifiés dans les actes de procédure, déposer, être désignés, comparaître comme témoins ou se constituer parties civiles en utilisant le numéro de leur commission d'emploi, leur qualité et leur service ou unité d'affectation, dans les conditions prévues à l'article 15-4

[P]

[10]

[11]

[12]

[13]

[14]

[15]

[16]

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

[P]

du code de procédure pénale. »

CHAPITRE III
Dispositions diverses

CHAPITRE III
Dispositions diverses

Article 4

Article 4

Avant le dernier alinéa de l'article L. 114-2 du code de la sécurité intérieure, sont insérés quatre alinéas ainsi rédigés :

(Alinéa sans modification)

« Lorsque le résultat d'une enquête réalisée en application du deuxième alinéa du présent article fait apparaître, le cas échéant après l'exercice des voies de recours devant le juge administratif dans les conditions fixées au neuvième alinéa, que le comportement du salarié concerné est incompatible avec l'exercice des missions pour lesquelles il a été recruté ou affecté, l'employeur *peut engager à son encontre une procédure de licenciement dès lors qu'il n'est pas en mesure de lui proposer un emploi autre que ceux mentionnés au premier alinéa et correspondant à ses qualifications.* Cette incompatibilité constitue la cause réelle et sérieuse du licenciement qui est prononcé dans les conditions prévues par les dispositions du code du travail relatives à la rupture du contrat de travail pour motif personnel.

« Lorsque le résultat d'une enquête réalisée en application du deuxième alinéa du présent article fait apparaître, le cas échéant après l'exercice des voies de recours devant le juge administratif dans les conditions fixées au neuvième alinéa, que le comportement du salarié concerné est incompatible avec l'exercice des missions pour lesquelles il a été recruté ou affecté, l'employeur *lui propose un emploi autre que ceux mentionnés au premier alinéa et correspondant à ses qualifications.* En cas d'impossibilité de procéder à un tel reclassement ou en cas de refus du salarié, l'employeur engage à son encontre une procédure de licenciement. Cette incompatibilité constitue la cause réelle et sérieuse du licenciement, qui est prononcé dans les conditions prévues par les dispositions du code du travail relatives à la rupture du contrat de travail pour motif personnel.

« L'employeur peut décider, à titre conservatoire et pendant la durée strictement nécessaire à la mise en œuvre des suites *qu'il entend donner* au résultat de l'enquête qui lui est communiqué par l'autorité administrative, de retirer le salarié de son emploi, avec maintien du salaire.

« L'employeur peut décider, à titre conservatoire et pendant la durée strictement nécessaire à la mise en œuvre des suites *données* au résultat de l'enquête qui lui est communiqué par l'autorité administrative, de retirer le salarié de son emploi, avec maintien du salaire.

« Le salarié peut contester, devant le juge administratif, l'avis de l'autorité administrative dans un délai de quinze jours à compter de sa notification et, de même que l'autorité administrative, interjeter appel, puis se pourvoir en cassation, dans le même délai. Les juridictions saisies au fond statuent dans un délai de deux mois. La procédure de licenciement ne peut être engagée tant *que la décision juridictionnelle n'est pas devenue définitive.*

« Le salarié peut contester, devant le juge administratif, l'avis de l'autorité administrative dans un délai de quinze jours à compter de sa notification et, de même que l'autorité administrative, interjeter appel puis se pourvoir en cassation dans le même délai. Les juridictions saisies au fond statuent dans un délai de deux mois. La procédure de licenciement ne peut être engagée tant *qu'il n'a pas été statué en dernier ressort sur ce litige.*

« Le présent article est applicable aux salariés des employeurs de droit privé, ainsi qu'au personnel des personnes publiques employé dans les conditions du droit privé ou régi par un statut particulier, recrutés ou affectés sur les emplois mentionnés au premier alinéa. »

(Alinéa sans modification)

Article 4 bis
(nouveau)

Article 4 bis

L'article L. 132-10-1 du code de la sécurité intérieure est ainsi modifié :

(Alinéa sans modification)

1° Le 4° du I est complété par une phrase ainsi rédigée :

1° *(Non modifié)*

[1]

[2]

[3]

[4]

[5]

[1]

[2]

Texte adopté par le Sénat en première lecture

« À cet effet, ils peuvent se voir transmettre par ces mêmes juridictions et ce même service toute information à caractère personnel liée au comportement de ces personnes en détention et aux modalités d'exécution de leur peine qu'ils jugent utiles au bon déroulement du suivi et du contrôle de celles de ces personnes dont le comportement est susceptible de constituer une menace pour la sécurité et l'ordre publics. » ;

2° Le premier alinéa *du II* est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Toute personne destinataire d'une telle information est tenue au secret professionnel, dans les conditions et sous les peines prévues aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal. »

Article 6

L'article L. 613-12 du code de la sécurité intérieure est ainsi rédigé :

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

[P]

[3]

2° *Le II est ainsi modifié :*

[4]

a) Le premier alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :

[5]

« Toute personne destinataire d'une telle information est tenue au secret professionnel, dans les conditions et sous les peines prévues aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal. » ;

[6]

b) (nouveau) *Le second alinéa est complété par les mots : « du présent II ».*

[7]

Article 4 ter

(nouveau)

Le livre III de la deuxième partie du code de la défense est ainsi modifié :

[1]

1° *Au chapitre II du titre VI, il est ajouté un article L. 2362-1 ainsi rédigé :*

[2]

« Art. L. 2362-1. – *Les décisions de recrutement ou d'accès à une zone protégée prises par l'autorité militaire française à l'étranger peuvent être précédées d'enquêtes administratives destinées à vérifier l'identité des personnes concernées ainsi que la compatibilité de leur comportement avec l'exercice des missions ou des droits envisagés.*

[3]

« *Un décret en Conseil d'État détermine les modalités d'application du présent article.* » ;

[4]

2° *Le II de l'article L. 2381-1 est ainsi rédigé :*

[5]

« *II. – Dans le même cadre, des membres des forces armées et des formations rattachées peuvent procéder à des opérations de relevés signalétiques et à des prélèvements biologiques sur les personnels civils recrutés localement et sur les personnes accédant à une zone protégée ou placée sous le contrôle de l'autorité militaire française, aux fins de vérification de leur identité et de leurs antécédents.* »

[6]

Article 6

(Alinéa sans modification)

[1]

Texte adopté par le Sénat en première lecture

« Art. L. 613-12. – Les agents exerçant les activités mentionnées au 3° de l'article L. 611-1 ne peuvent être autorisés à être armés que lorsqu'ils assurent la protection d'une personne exposée à des risques exceptionnels d'atteinte à sa vie.

« Les modalités d'application du présent article sont déterminées par décret en Conseil d'État. Ce décret précise les conditions dans lesquelles est délivrée l'autorisation d'être armé, celles dans lesquelles est vérifiée l'aptitude professionnelle des agents concernés, les catégories et types d'armes susceptibles d'être autorisés, les conditions de leur acquisition et de leur conservation et celles dans lesquelles les armes sont portées pendant le service et remises en dehors du service. »

Article 6 bis A

(nouveau)

Le titre I^{er} du livre VI du code de la sécurité intérieure est ainsi modifié :

1° Après le 1° de l'article L. 611-1, il est inséré un 1° bis ainsi rédigé :

« 1° bis À faire assurer par des agents armés l'activité mentionnée au 1° lorsque celle-ci est exercée dans des circonstances exposant ces agents, ou les personnes se trouvant dans les lieux surveillés, à un risque exceptionnel d'atteinte à leur vie ; »

2° Après le premier alinéa de l'article L. 612-2, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« L'exercice de l'activité mentionnée au 1° bis de l'article L. 611-1 est exclusif de toute autre activité. » ;

3° Après l'article L. 612-9, il est inséré un article L. 612-9-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 612-9-1. – L'autorisation prévue à l'article L. 612-9 ne peut être délivrée en vue de l'exercice de l'activité mentionnée au 1° bis de l'article L. 611-1 à un demandeur qui ne justifie pas de l'emploi d'agents disposant d'une aptitude professionnelle spécifique ainsi que d'une organisation et d'équipements propres à garantir la sécurité du port et de la conservation des armes.

« Un décret en Conseil d'État détermine les modalités d'application du présent article. » ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« Art. L. 613-12. – (Alinéa sans modification)

« Les modalités d'application du présent article sont déterminées par décret en Conseil d'État. Ce décret précise les conditions dans lesquelles est délivrée l'autorisation de port d'arme, celles dans lesquelles est vérifiée l'aptitude professionnelle des agents concernés, les catégories et types d'armes susceptibles d'être autorisés, les conditions de leur acquisition et de leur conservation et celles dans lesquelles les armes sont portées pendant le service et remises en dehors du service. »

Article 6 bis A

I. – Le titre I^{er} du livre VI du code de la sécurité intérieure est ainsi modifié :

1° (Alinéa sans modification)

« 1° bis À faire assurer par des agents armés l'activité mentionnée au 1°, lorsque celle-ci est exercée dans des circonstances exposant ces agents ou les personnes se trouvant dans les lieux surveillés à un risque exceptionnel d'atteinte à leur vie ; »

2° (Non modifié)

3° (Non modifié)

3° bis (nouveau) L'article L. 613-5 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, le mot : « armés » est remplacé par les mots : « équipés d'armes relevant de la catégorie D mentionnée à l'article L. 311-2, » ;

[P]

[2]

[3]

[1]

[2]

[3]

[4]

[5]

[6]

[7]

[8]

[9]

[10]

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

[P]

4° Après la section 1 du chapitre III, est insérée une section 1 *bis* ainsi rédigée :

« Section 1 *bis*

« Activités de surveillance armée

« *Art. L. 613-7-1.* – Toute mission exercée dans les conditions prévues au 1° *bis* de l'article L. 611-1, dans un lieu déterminé et pour une durée donnée, par une personne titulaire de l'autorisation mentionnée à l'article L. 612-9-1, nommément désignée, est soumise à l'autorisation préalable du représentant de l'État dans le département.

« *Art. L. 613-7-2.* – Sans préjudice des articles L. 612-7 et L. 612-20, nul ne peut exercer l'activité mentionnée au 1° *bis* de l'article L. 611-1, comme employé ou comme dirigeant, s'il est interdit d'acquisition ou de détention d'armes en application des articles L. 312-3, L. 312-3-1, L. 312-10 et L. 312-13.

« *Art. L. 613-7-3.* – Les articles L. 613-1, L. 613-2, L. 613-3 et L. 613-4 sont également applicables aux personnes exerçant l'activité mentionnée au 1° *bis* de l'article L. 611-1. » ;

5° Après le 2° de l'article L. 617-1, il est inséré un 2° *bis* ainsi rédigé :

« 2° *bis* Le fait d'exercer l'activité mentionnée au 1° *bis* de l'article L. 611-1 et d'avoir une autre activité ; ».

b) Le second alinéa est ainsi modifié :

- les mots : « catégories et » sont supprimés ;

- les mots : « par la personne titulaire de l'autorisation, les modalités selon lesquelles cette personne les remet à ses agents » sont supprimés ;

- les mots : « ces derniers » sont remplacés par les mots : « les agents mentionnés au premier alinéa » ;

4° (Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

« *Art. L. 613-7-1.* – (Alinéa sans modification)

« *Art. L. 613-7-2.* – (Alinéa sans modification)

« *Art. L. 613-7-3.* – Les articles L. 613-1 à L. 613-4 sont également applicables aux personnes exerçant l'activité mentionnée au 1° *bis* de l'article L. 611-1. » ;

5° (Non modifié)

II (nouveau). – Le 3° *bis* du I entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Article 6 bis B

(nouveau)

I. – Au 1° de l'article L. 625-1 du code de la sécurité intérieure, la référence : « 3° » est remplacée par la référence : « 4° ».

II. – L'article L. 5442-1 du code des transports est ainsi modifié :

1° Le dernier alinéa du I est supprimé ;

2° Après le premier alinéa du II, il est inséré un

[11]

[12]

[13]

[14]

[15]

[16]

[17]

[18]

[19]

[20]

[21]

[22]

[23]

[1]

[2]

[3]

[4]

alinéa ainsi rédigé :

« III. – Lorsqu'il existe un risque exceptionnel d'atteinte à la vie des personnes embarquées sur le navire, l'activité mentionnée à l'article L. 5441-1 peut être exercée dans les eaux territoriales et les eaux intérieures maritimes françaises, après autorisation du préfet maritime ou du délégué du Gouvernement pour l'action de l'État en mer. Cette autorisation est délivrée sur demande de l'armateur, pour un trajet défini ou une ligne régulière définie. » ;

3° Au début du dernier alinéa, est ajoutée la mention : « IV. – ».

III. – Les articles L. 5764-1, L. 5774-1, L. 5784-1 et L. 5794-1 du code des transports sont complétés par un alinéa ainsi rédigé :

« L'article L. 5442-1 est applicable dans sa rédaction résultant de la loi n° du relative à la sécurité publique. »

Article 6 bis C

(nouveau)

À la première phrase du second alinéa de l'article L. 634-4 du code de la sécurité intérieure, après le mot : « sécurité », sont insérés les mots : « ou de l'activité mentionnée à l'article L. 625-1 ».

Article 6 bis D

(nouveau)

Le chapitre IV du titre III du livre VI du code de la sécurité intérieure est complété par une section 3 ainsi rédigée :

« Section 3

« Sanctions pénales

« Art. L. 634-5. – Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende le fait de ne pas respecter une interdiction temporaire d'exercer prononcée en application de l'article L. 634-4.

« Les personnes morales déclarées responsables pénalement dans les conditions prévues à l'article 121-2 du code pénal de l'infraction définie au premier alinéa du présent article encourent une amende de 75 000 €.

« Les personnes physiques ou morales coupables de l'infraction définie au même premier alinéa encourent également la peine complémentaire d'affichage ou de diffusion de la décision prononcée dans les conditions prévues à l'article 131-35 du code pénal. »

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

[P]

Article 6 bis

(nouveau)

Article 6 bis

La section 2 du titre XV du livre IV du code de procédure pénale est complétée par un article 706-25-2 ainsi *rédigé* :

La section 2 du titre XV du livre IV du code de procédure pénale est complétée par un article 706-25-2 ainsi *rétabli* :

[1]

« Art. 706-25-2. – Le procureur de la République de Paris, pour les procédures d'enquête ouvertes sur le fondement d'une ou plusieurs infractions entrant dans le champ d'application de l'article 706-16 dont il s'est saisi, peut, *d'initiative ou à leur demande*, communiquer aux services spécialisés de renseignement mentionnés à l'article L. 811-2 du code de la sécurité intérieure copie des éléments de toute nature figurant dans *la procédure* et nécessaires à l'exercice de *leurs missions* en matière de prévention du terrorisme.

« Art. 706-25-2. – Le procureur de la République de Paris, pour les procédures d'enquête ouvertes sur le fondement d'une ou *de* plusieurs infractions entrant dans le champ d'application de l'article 706-16 dont il s'est saisi, peut communiquer aux services spécialisés de renseignement mentionnés à l'article L. 811-2 du code de la sécurité intérieure, *de sa propre initiative ou à la demande de ces services*, copie des éléments de toute nature figurant dans *ces procédures* et nécessaires à l'exercice de *leur mission* en matière de prévention du terrorisme.

[2]

« Le premier alinéa du présent article est également applicable aux procédures d'information ouvertes au tribunal de grande instance de Paris sur le fondement d'une ou plusieurs infractions entrant dans le champ d'application de l'article 706-16 du présent code. Le juge d'instruction chargé de l'information peut communiquer, *d'initiative ou à la demande* de ces mêmes services, copie des éléments de toute nature figurant au dossier d'information, après avis du procureur de la République de Paris.

« Le premier alinéa du présent article est également applicable aux procédures d'information ouvertes au tribunal de grande instance de Paris sur le fondement d'une ou *de* plusieurs infractions entrant dans le champ d'application de l'article 706-16 du présent code. Le juge d'instruction chargé de l'information peut communiquer, *de sa propre initiative ou à la demande* de ces mêmes services, copie des éléments de toute nature figurant au dossier d'information, après avis du procureur de la République de Paris.

[3]

« Les informations communiquées en application du présent article ne peuvent faire l'objet d'un échange avec des services étrangers ou avec des organismes internationaux compétents dans le domaine du renseignement.

« Les informations communiquées en application du présent article *peuvent être transmises aux services mentionnés à l'article L. 811-4 du code de la sécurité intérieure lorsqu'elles sont nécessaires à l'exercice de leurs missions en matière de prévention du terrorisme.* Elles ne peuvent faire l'objet d'un échange avec des services étrangers ou avec des organismes internationaux compétents dans le domaine du renseignement.

[4]

« Les agents des services mentionnés à l'article L. 811-2 du code de la sécurité intérieure destinataires des informations communiquées en application du présent article sont tenus au secret professionnel, dans les conditions et sous les peines prévues aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal. »

« Les agents des services mentionnés *aux articles L. 811-2 et L. 811-4 du même code* destinataires des informations communiquées en application du présent article sont tenus au secret professionnel, dans les conditions et sous les peines prévues aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal. »

[5]

Article 6 sexies B

(nouveau)

Le 4° du I de l'article 41-1-1 du code de procédure pénale est ainsi rétabli :

[1]

« 4° Du délit prévu à l'article 311-3 du même code, lorsque la valeur de la chose volée est inférieure ou égale à 300 € ; ».

[2]

Article 6 sexies C

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

[P]

(nouveau)

Les troisième et avant-dernier alinéas de l'article 197 du code de procédure pénale sont remplacés par un alinéa ainsi rédigé :

[1]

« Pendant ce délai, le dossier de la procédure, comprenant les réquisitions du ministère public, est déposé au greffe de la chambre de l'instruction et mis à la disposition des avocats des personnes mises en examen et des parties civiles dont la constitution n'a pas été contestée ou, en cas de contestation, lorsque celle-ci n'a pas été retenue. Les avocats des parties ou, si elles n'ont pas d'avocat, les parties peuvent se faire délivrer copie de ces réquisitions sans délai et sur simple requête écrite, sans préjudice de leur faculté de demander la copie de l'entier dossier en application du quatrième alinéa de l'article 114. La délivrance de la première copie des réquisitions est gratuite. »

[2]

Article 6 septies

(nouveau)

Le 3° de l'article 322-8 du code pénal est ainsi rétabli :

[1]

« 3° Lorsqu'elle est commise à raison de la qualité de magistrat, de militaire de la gendarmerie nationale, de fonctionnaire de la police nationale, des douanes ou de l'administration pénitentiaire, de sapeur-pompier professionnel ou volontaire ou de toute autre personne dépositaire de l'autorité publique de la personne propriétaire ou utilisatrice du bien. »

[2]

Article 6 octies

(nouveau)

Au premier alinéa de l'article 433-3 du code pénal, les mots : « deux ans d'emprisonnement et de 30 000 » sont remplacés par les mots : « trois ans d'emprisonnement et de 45 000 ».

Article 7 bis

(nouveau)

Le chapitre III du titre III du livre II du code de la route est ainsi modifié :

1° L'article L. 233-1 est ainsi modifié :

a) Au I, les mots : « de trois mois d'emprisonnement et de 3 750 » sont remplacés par les mots : « d'un an d'emprisonnement et de 7 500 » ;

b) Le II est complété par des 4° et 5° ainsi rédigés :

« 4° L'annulation du permis de conduire avec interdiction de solliciter la délivrance d'un nouveau

Article 7 bis

(Alinéa sans modification)

[1]

1° (Alinéa sans modification)

[2]

a) (Non modifié)

[3]

b) Le II est complété par des 4° à 6° ainsi rédigés :

[4]

« 4° (Alinéa sans modification)

[5]

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

[P]

permis pendant trois ans au plus ;

« 5° La confiscation d'un ou de plusieurs véhicules appartenant au condamné. » ;

« 5° La confiscation d'un ou de plusieurs véhicules appartenant au condamné ;

[6]

« 6° (nouveau) L'obligation d'accomplir, à ses frais, un stage de sensibilisation à la sécurité routière. » ;

[7]

1° bis (nouveau) Le II de l'article L. 233-1-1 est ainsi modifié :

[8]

a) Au premier alinéa, la référence : « et 3° » est remplacée par les références : « , 3°, 5° et 6° » ;

[9]

b) Le 3° est abrogé ;

[10]

2° Après l'article L. 233-1-1, il est inséré un article L. 233-1-2 ainsi rédigé :

2° (Alinéa sans modification)

[11]

« Art. L. 233-1-2. – Toute personne coupable, en état de récidive au sens de l'article 132-10 du code pénal, de l'une des infractions prévues aux articles L. 233-1 et L. 233-1-1 du présent code encourt également les peines complémentaires suivantes :

« Art. L. 233-1-2. – Toute personne coupable, en état de récidive au sens de l'article 132-10 du code pénal, de l'infraction prévue à l'article L. 233-1 du présent code encourt également la peine complémentaire d'annulation du permis de conduire avec interdiction de solliciter la délivrance d'un nouveau permis pendant cinq ans au plus. »

[12]

« 1° L'annulation du permis de conduire avec interdiction de solliciter la délivrance d'un nouveau permis pendant cinq ans au plus ;

« 1° (Alinéa supprimé)

« 2° La confiscation d'un ou de plusieurs véhicules appartenant au condamné. »

« 2° (Alinéa supprimé)

Article 8

Article 8

Après l'article 12 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire, il est inséré un article 12-1 ainsi rédigé :

(Alinéa sans modification)

[1]

« Art. 12-1. – Les personnels de surveillance de l'administration pénitentiaire affectés aux équipes de sécurité pénitentiaire et individuellement désignés par le chef d'établissement ou par le directeur interrégional des services pénitentiaires peuvent procéder, sur l'ensemble de l'emprise foncière affectée au service public pénitentiaire ainsi qu'à ses abords immédiats, au contrôle des personnes, autres que les personnes détenues, à l'égard desquelles existe une ou plusieurs raisons sérieuses de penser qu'elles se préparent à commettre une infraction portant atteinte à la sécurité de l'établissement pénitentiaire.

« Art. 12-1. – Les personnels de surveillance de l'administration pénitentiaire affectés aux équipes de sécurité pénitentiaire et individuellement désignés par le chef d'établissement ou par le directeur interrégional des services pénitentiaires peuvent procéder, sur l'ensemble de l'emprise foncière affectée au service public pénitentiaire, au contrôle des personnes, autres que les personnes détenues, à l'égard desquelles existe une ou plusieurs raisons sérieuses de penser qu'elles se préparent à commettre une infraction portant atteinte à la sécurité de l'établissement pénitentiaire.

[2]

« Dans le cadre de ce contrôle, ils peuvent inviter la personne concernée à justifier, par tout moyen, de son identité, procéder à des palpations de sécurité, à l'inspection visuelle de ses bagages et, avec son consentement, à leur fouille. La palpation de sécurité doit

« Dans le cadre de ce contrôle, ils peuvent inviter la personne concernée à justifier, par tout moyen, de son identité, procéder à des palpations de sécurité, à l'inspection visuelle de ses bagages et, avec le consentement de la personne, à leur fouille. La palpation

[3]

Texte adopté par le Sénat en première lecture

être faite par une personne de même sexe que la personne qui en fait l'objet.

« En cas de refus de la personne de se soumettre au contrôle ou d'impossibilité de justifier de son identité, le personnel mentionné au premier alinéa en rend compte immédiatement à tout officier de police judiciaire de la police nationale ou de la gendarmerie nationale territorialement compétent, qui peut alors lui ordonner sans délai de lui présenter sur-le-champ la personne ou de la retenir jusqu'à son arrivée ou celle d'un agent de police judiciaire placé sous son contrôle. *À défaut de cet ordre, ce personnel ne peut retenir la personne.* Lorsque l'officier de police judiciaire décide de procéder à une vérification d'identité en application de l'article 78-3 du code de procédure pénale, le délai prévu au troisième alinéa du même article 78-3 court à compter du début du contrôle. Les opérations de contrôle ayant donné lieu à l'application du présent alinéa font l'objet d'un rapport adressé au procureur de la République territorialement compétent par le personnel mentionné au premier alinéa.

« Un décret précise les conditions de définition de l'emprise foncière, *de ses abords immédiats* et de sa signalisation. »

Article 9

I. – À titre expérimental et pour une durée de trois ans, le juge des enfants peut, dans le cas prévu au 3° de l'article 375-3 du code civil, sur réquisitions écrites du ministère public, charger un service du secteur public de la protection judiciaire de la jeunesse d'apporter l'aide et le conseil et d'exercer le suivi prévus au premier alinéa de l'article 375-4 du même code, lorsque la situation et l'intérêt de l'enfant le justifient. Les dépenses afférentes à *ces mesures* sont prises en charge financièrement par

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

de sécurité doit être faite par une personne de même sexe que la personne qui en fait l'objet.

« En cas de refus de la personne de se soumettre au contrôle ou d'impossibilité de justifier de son identité, le personnel mentionné au premier alinéa en rend compte immédiatement à tout officier de police judiciaire de la police nationale ou de la gendarmerie nationale territorialement compétent, qui peut alors lui ordonner sans délai de lui présenter sur-le-champ la personne ou de la retenir jusqu'à son arrivée ou celle d'un agent de police judiciaire placé sous son contrôle. *La personne ne peut être retenue si aucun ordre n'est donné.* Lorsque l'officier de police judiciaire décide de procéder à une vérification d'identité en application de l'article 78-3 du code de procédure pénale, le délai prévu au troisième alinéa du même article 78-3 court à compter du début du contrôle. Les opérations de contrôle ayant donné lieu à l'application du présent alinéa font l'objet d'un rapport adressé au procureur de la République territorialement compétent par le personnel mentionné au premier alinéa.

« Un décret précise les conditions de définition de l'emprise foncière et de sa signalisation. »

Article 8 bis

(nouveau)

I. – *Après le premier alinéa de l'article 434-35 du code pénal, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :*

« Est puni des mêmes peines le fait, pour une personne se trouvant à l'extérieur d'un établissement pénitentiaire ou d'un établissement de santé habilité à recevoir des détenus, de communiquer avec une personne détenue à l'intérieur de l'un de ces établissements, y compris par la voie des communications électroniques, hors les cas où cette communication est autorisée en application de l'article 145-4 du code de procédure pénale ou des articles 39 et 40 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire et réalisée par les moyens autorisés par l'administration pénitentiaire. »

II (nouveau). – *À la première phrase de l'avant-dernier alinéa de l'article 434-44 du même code, le mot : « second » est remplacé par le mot : « dernier ».*

Article 9

I. – À titre expérimental et pour une durée de trois ans à compter de la promulgation de la présente loi, le juge des enfants peut, dans le cas prévu au 3° de l'article 375-3 du code civil, sur réquisitions écrites du ministère public, charger un service du secteur public de la protection judiciaire de la jeunesse d'apporter l'aide et le conseil et d'exercer le suivi prévus au premier alinéa de l'article 375-4 du même code, lorsque la situation et l'intérêt de l'enfant le justifient. Les dépenses afférentes à

[P]

[4]

[5]

[1]

[2]

[3]

[1]

Texte adopté par le Sénat en première lecture

l'État.

II. – *Dans un délai de six mois avant le terme de l'expérimentation, le Gouvernement adresse au Parlement un rapport d'évaluation de l'expérimentation.*

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

cette mesure sont prises en charge financièrement par l'État.

II. – *Au plus tard six mois avant le terme de l'expérimentation, le Gouvernement adresse au Parlement un rapport d'évaluation de l'expérimentation.*

Article 9 bis A

(nouveau)

L'article 375-3 du code civil est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le procureur de la République peut requérir directement le concours de la force publique pour faire exécuter les décisions de placement rendues en assistance éducative. »

Article 9 bis B

(nouveau)

L'article 22 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante est ainsi rédigé :

« Art. 22. – Le juge des enfants et le tribunal pour enfants peuvent ordonner l'exécution provisoire de leur décision prononçant une mesure éducative, une sanction éducative et, le cas échéant, une peine autre qu'une peine d'emprisonnement sans sursis et ne faisant pas l'objet d'une des mesures d'aménagement prévues aux articles 132-25 à 132-28 du code pénal.

« Lorsque le tribunal pour enfants prononce une peine d'emprisonnement sans sursis, il peut décerner mandat de dépôt ou d'arrêt contre le mineur prévenu dans les conditions prévues à l'article 465 du code de procédure pénale ou au premier alinéa de l'article 465-1 du même code. Le second alinéa du même article 465-1 n'est pas applicable aux mineurs.

« Le tribunal pour enfants peut également maintenir le mineur en détention dans les conditions prévues à l'article 464-1 dudit code.

« Lorsque le tribunal pour enfants statue dans les conditions prévues à l'article 14-2 de la présente ordonnance et qu'il constate, à l'égard d'un mineur de moins de seize ans placé sous contrôle judiciaire avec obligation de respecter un placement dans un centre éducatif fermé ou à l'égard d'un mineur de seize ans révolus placé sous contrôle judiciaire ou sous assignation à résidence avec surveillance électronique, que ce mineur n'a pas respecté les obligations de son contrôle judiciaire ou de son assignation à résidence avec surveillance électronique, il peut, par décision spécialement motivée, après avoir constaté la violation de la mesure de sûreté, décerner mandat de dépôt ou d'arrêt contre le mineur, quelle que soit la durée de la peine prononcée. »

[P]

[2]

[1]

[2]

[1]

[2]

[3]

[4]

[5]

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

[P]

Article 9 bis
(nouveau)

I. – Le code de procédure pénale est ainsi modifié :

1° L'article 727-1 est ainsi rédigé :

« Art. 727-1. – I. – Aux fins de prévenir les évasions et d'assurer la sécurité et le bon ordre des établissements pénitentiaires ou des établissements de santé destinés à recevoir des personnes détenues, le ministre de la justice peut autoriser les agents individuellement désignés et habilités de l'administration pénitentiaire à :

« 1° Intercepter, enregistrer, transcrire ou interrompre les correspondances de personnes détenues émises par la voie des communications électroniques et autorisées en détention, à l'exception de celles avec leur avocat, et conserver les données de connexion y afférentes ;

« 2° Accéder aux données stockées dans un équipement terminal ou un système informatique qu'utilise une personne détenue et dont l'utilisation est autorisée en détention, les enregistrer, les conserver et les

Article 9 bis C
(nouveau)

Le livre II de la deuxième partie du code des transports est ainsi modifié :

1° À la fin du 5° du I de l'article L. 2241-1, les mots : « du service interne de sécurité de la SNCF mentionné à l'article L. 2251-1-1 » sont remplacés par les mots : « des services internes de sécurité de la SNCF et de la Régie autonome des transports parisiens » ;

2° Après l'article L. 2251-1-2, il est inséré un article L. 2251-1-3 ainsi rédigé :

« Art. L. 2251-1-3. – Par dérogation aux articles L. 2251-1-1 et L. 2251-1-2, sur les sites d'interconnexion des réseaux de la SNCF et de la Régie autonome des transports parisiens, les agents des deux services internes de sécurité peuvent intervenir ponctuellement dans les emprises immobilières et véhicules relevant de la compétence de l'autre service interne de sécurité :

« 1° Lorsque cette intervention est nécessaire à la constatation d'une infraction mentionnée à l'article L. 2241-1 ;

« 2° Pour assurer, avec l'autorisation de l'autorité administrative, la mission prévue au deuxième alinéa de l'article L. 2251-1.

« Ces interventions ne peuvent être réalisées qu'avec l'accord des deux établissements publics. »

Article 9 bis

I. – (Alinéa sans modification)

1° (Alinéa sans modification)

« Art. 727-1. – (Alinéa sans modification)

« 1° (Alinéa sans modification)

« 2° (Alinéa sans modification)

[1]

[2]

[3]

[4]

[5]

[6]

[7]

[1]

[2]

[3]

[4]

[5]

Texte adopté par le Sénat en première lecture

transmettre.

« Les personnes détenues ainsi que leurs correspondants sont informés au préalable des dispositions du présent article.

« L'autorisation est délivrée pour une durée maximale d'un an, renouvelable.

« II. – La découverte dans un établissement mentionné au I, de tout équipement terminal, système informatique ou support de données informatiques dont la détention est illicite, *fait l'objet d'un avis immédiat au procureur de la République.*

« Sous réserve d'une éventuelle saisie de ces matériels par l'autorité judiciaire ouvrant à la personne détenue les voies de recours prévues à l'article 41-5, le procureur de la République peut autoriser, par tout moyen, l'administration pénitentiaire à les conserver, s'il estime que ceux-ci ne sont pas utiles à la manifestation de la vérité.

« Dans ce cas et pour les finalités mentionnées au I du présent article, le ministre de la justice peut autoriser les agents individuellement désignés et habilités de l'administration pénitentiaire à mettre en œuvre les techniques mentionnées au 2° du I du présent article. L'autorisation est délivrée pour une durée maximale d'un an, renouvelable.

« La personne concernée, lorsqu'elle est identifiée, est alors informée de la décision de l'administration pénitentiaire de mettre en œuvre ces techniques. Elle est également informée que les matériels seront détruits à l'issue du délai prévu *au troisième* alinéa du présent II, sauf si l'exploitation de ces données conduit à l'ouverture d'une procédure judiciaire au dossier de laquelle ils sont alors versés.

« III. – Chaque mise en œuvre d'une technique de recueil de renseignement donne lieu à l'établissement d'un relevé qui mentionne les dates de début et de fin de cette mise en œuvre ainsi que la nature des renseignements collectés. Ce relevé est tenu à la disposition du procureur de la République, qui peut y accéder de manière permanente, complète et directe, quel que soit son degré d'achèvement.

« La décision de mettre en œuvre les techniques prévues *au présent article* est consignée dans un registre tenu par la direction de l'administration *pénitentiaire*, elle peut faire l'objet d'un recours devant le juge administratif dans les conditions prévues par le code de justice administrative.

« Les données ou enregistrements qui ne font l'objet d'aucune transmission à l'autorité judiciaire en application du présent code sont détruits à l'issue d'une durée de quatre-vingt-dix jours à compter de leur recueil.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

« II. – *Le procureur de la République est immédiatement avisé de* la découverte, dans un établissement mentionné au I, de tout équipement terminal, système informatique ou support de données informatiques dont la détention est illicite.

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

« La personne concernée, lorsqu'elle est identifiée, est alors informée de la décision de l'administration pénitentiaire de mettre en œuvre ces techniques. Elle est également informée que les matériels seront détruits à l'issue du délai prévu *à l'avant-dernier* alinéa du présent II, sauf si l'exploitation de ces données conduit à l'ouverture d'une procédure judiciaire au dossier de laquelle ils sont alors versés.

« III. – Chaque mise en œuvre d'une technique de recueil de renseignement *prévue aux I ou II* donne lieu à l'établissement d'un relevé qui mentionne les dates de début et de fin de cette mise en œuvre ainsi que la nature des renseignements collectés. Ce relevé est tenu à la disposition du procureur de la République, qui peut y accéder de manière permanente, complète et directe, quel que soit son degré d'achèvement.

« La décision de mettre en œuvre les techniques prévues *aux mêmes I et II* est consignée dans un registre tenu par la direction de l'administration. *Cette décision* peut faire l'objet d'un recours devant le juge administratif dans les conditions prévues par le code de justice administrative.

(Alinéa sans modification)

[P]

[6]

[7]

[8]

[9]

[10]

[11]

[12]

[13]

[14]

Texte adopté par le Sénat en première lecture

« Les transcriptions ou les extractions sont détruites dès que leur conservation n'est plus indispensable à la poursuite des finalités mentionnées au I.

« Lorsque les données ou enregistrements servent de support à une procédure disciplinaire, *les délais mentionnés* au troisième alinéa du présent III *sont suspendus* jusqu'à l'extinction des voies de recours.

« Il est dressé un procès-verbal rendant compte des opérations de destruction.

« Les données, enregistrements, transcriptions, extractions et procès-verbaux mentionnés au présent III sont mis à disposition du procureur de la République, qui peut y accéder à tout instant.

« IV. – Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'État. » ;

2° L'article 230-45 est ainsi modifié :

a) Au deuxième alinéa, les mots : « , 709-1-3 ainsi que des 1° et 3° de l'article 727-1 » sont remplacés par les mots : « et 709-1-3 » ;

b) Au quatrième alinéa, les mots : « ainsi que des 2° et 4° de l'article 727-1 » sont supprimés.

II. – Après le titre V du livre VIII du code de la sécurité intérieure, il est inséré un titre V *bis* ainsi rédigé :

« TITRE V BIS

« DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ
PÉNITENTIAIRE

« Art. L. 855-1. – Dans le respect des dispositions de l'article L. 801-1 autres que ses 3° et 4°, les services de l'administration pénitentiaire désignés par décret en Conseil d'État pris après avis de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement peuvent être autorisés à recourir aux techniques mentionnées aux articles L. 851-1, L. 851-4, L. 851-5, L. 851-6 et au I de l'article L. 852-1 dans les conditions prévues aux titres II et V du présent livre, à l'encontre des seules personnes détenues, aux fins de prévenir les évasions et d'assurer la sécurité et le bon ordre des établissements pénitentiaires ou des établissements de santé destinés à recevoir des personnes détenues. »

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

(Alinéa sans modification)

« Lorsque les données ou enregistrements servent de support à une procédure disciplinaire, *le délai mentionné* au troisième alinéa du présent III *est suspendu* jusqu'à l'extinction des voies de recours.

(Alinéa sans modification)

« Les données, enregistrements, transcriptions, extractions et procès-verbaux mentionnés au présent III sont mis à *la* disposition du procureur de la République, qui peut y accéder à tout instant.

« IV. – *(Alinéa sans modification)*

2° *(Alinéa sans modification)*

a) *(Non modifié)*

b) Au *dernier* alinéa, les mots : « ainsi que des 2° et 4° de l'article 727-1 » sont supprimés.

II. – *(Non modifié)*

Article 9 ter

(nouveau)

I. – *L'ordonnance n° 2016-1635 du 1^{er} décembre 2016 renforçant le dispositif français de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme est ratifiée.*

II. – *Le code monétaire et financier est ainsi*

[P]

[15]

[16]

[17]

[18]

[19]

[20]

[21]

[22]

[23]

[1]

[2]

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

[P]

modifié :

1° À la fin du premier alinéa du II de l'article L. 524-6, la référence : « II de l'article L. 612-41 » est remplacée par la référence : « V de l'article L. 561-36-1 » ;

[3]

2° Au 9° de l'article L. 561-2, la deuxième occurrence des mots : « de l'article » est remplacée par les mots : « des articles » ;

[4]

3° À la première phrase du second alinéa du B du VI de l'article L. 561-3, après la deuxième occurrence du mot : « et », sont insérés les mots : « aux communications d' » ;

[5]

4° L'article L. 561-7 est ainsi modifié :

[6]

a) Au premier alinéa du I, les références : « des articles L. 561-5 et L. 561-6 » sont supprimées ;

[7]

b) À la fin du 1° du II, le signe : « . » est remplacé par le signe : « ; » ;

[8]

5° L'article L. 561-8 est ainsi modifié :

[9]

a) À la première phrase du I, la première occurrence du mot : « et » est remplacée par le mot : « ou » ;

[10]

b) Au II, la seconde occurrence du mot : « et » est remplacée par le mot : « ou » ;

[11]

6° À l'avant-dernier alinéa de l'article L. 561-10, la première occurrence du mot : « au » est remplacée par le mot : « aux » et la seconde occurrence du mot : « du » est remplacée par le mot : « au » ;

[12]

7° À la seconde phrase du premier alinéa de l'article L. 561-21, les références : « au 1° bis, 1 ter et 1 quater » sont remplacées par les références : « aux 1° bis, 1° ter et 1° quater » ;

[13]

8° Le I de l'article L. 561-25 est ainsi modifié :

[14]

a) À la première phrase, le mot : « communiquées » est remplacé par le mot : « communiqués » ;

[15]

b) À la seconde phrase, la seconde occurrence de la référence : « L. 561-29 » est remplacée par la référence : « L. 561-29-1 » ;

[16]

9° Le 5° de l'article L. 561-31 est ainsi rédigé :

[17]

« 5° À l'Agence française anticorruption ; »

[18]

10° À la seconde phrase du III de l'article L. 561-32, les références : « du 1° à 5°, 6 bis et 7° » sont remplacées par les références : « aux 1° à 7° » et les mots : « 6° de cet article » sont remplacés par la

[19]

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

[P]

référence : « 2° du I de l'article L. 561-36 » ;

11° Le 15° du I de l'article L. 561-36 est abrogé ;

12° Au troisième alinéa du VII de l'article L. 561-36-1, le mot : « consignation » est remplacé par le mot : « consignations » ;

13° Au premier alinéa du I de l'article L. 561-36-2, après la référence : « 9° », est insérée la référence : « , 11° » ;

14° Au début du dernier alinéa du III de l'article L. 561-36-3, est ajoutée la mention : « III bis. – » ;

15° Le troisième alinéa du 2° de l'article L. 561-46, dans sa rédaction résultant de l'ordonnance n° 2016-1635 du 1^{er} décembre 2016 précitée, est ainsi rédigé :

« - le service mentionné à l'article L. 561-23 ; »

16° À la première phrase de l'article L. 711-21 et du VI de l'article L. 725-3, les mots : « des dispositions des troisième et quatrième alinéas du II de l'article L. 561-29 » sont remplacés par les mots : « du troisième alinéa de l'article L. 561-31 » ;

17° Au début du second alinéa du c de l'article L. 713-1, dans sa rédaction résultant de l'ordonnance n° 2016-1635 du 1^{er} décembre 2016 précitée, est ajoutée la mention : « c bis) » ;

18° L'article L. 713-4, dans sa rédaction résultant de l'ordonnance n° 2016-1635 du 1^{er} décembre 2016 précitée, est ainsi modifié :

a) Le I est ainsi modifié :

- au premier alinéa des 1° et 2°, le mot : « soient » est remplacé par le mot : « sont » ;

- au 3°, le mot : « soit » est remplacé par le mot : « est » ;

b) Au VII, le mot : « préjudices » est remplacé par le mot : « préjudice » ;

19° Au a du III de l'article L. 713-6, dans sa rédaction résultant de l'ordonnance n° 2016-1635 du 1^{er} décembre 2016 précitée, la référence : « L. 561 5 » est remplacée par la référence : « L. 561-5 » ;

20° Au deuxième alinéa de l'article L. 713-7, dans sa rédaction résultant de l'ordonnance n° 2016-1635 du 1^{er} décembre 2016 précitée, le mot : « admissible » est remplacé par le mot : « admissibles » ;

21° Au deuxième alinéa du II de l'article L. 713-9, dans sa rédaction résultant de l'ordonnance n° 2016-1635 du 1^{er} décembre 2016 précitée, le mot : « manquant » est

[20]

[21]

[22]

[23]

[24]

[25]

[26]

[27]

[28]

[29]

[30]

[31]

[32]

[33]

[34]

[35]

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

[P]

remplacé par le mot : « manquantes » ;

22° *Le V de l'article L. 725-3 est abrogé ;*

[36]

23° *Le I des articles L. 746-5, L. 756-5 et L. 766-5 est ainsi modifié :*

[37]

a) *Le troisième alinéa est supprimé ;*

[38]

b) *Au cinquième alinéa, la référence : « L. 621-7 » et la référence : « , L. 621-14 » sont supprimées ;*

[39]

24° *Le I de l'article L. 765-13, dans sa rédaction résultant de l'ordonnance n° 2016-1635 du 1^{er} décembre 2016 précitée, est ainsi modifié :*

[40]

a) *Le début du deuxième alinéa est ainsi rédigé : « Les articles L. 561-2-1, L. 561-2-2, L. 561-4-1 à L. 561-6, L. 561-9, L. 561-9-1, L. 561-10-1 à L. 561-13, L. 561-14-1 à L. 561-16, L. 561-18 à L. 561-20, L. 561-22 à L. 561-24, L. 561-25-1 à L. 561-28, L. 561-29-1, L. 561-30 à L. 561-30-2, L. 561-31-1, L. 561-33, L. 561-34, L. 561-37 à L. 561-41 et L. 561-47 à L. 561-50 sont applicables... (le reste sans changement). » ;*

[41]

b) *Après le même deuxième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :*

[42]

« Les articles L. 561-2, L. 561-3, L. 561-7, L. 561-8, L. 561-10, L. 561-21, L. 561-25, L. 561-29, L. 561-31, L. 561-32, L. 561-36 à L. 561-36-3 et L. 561-46 sont applicables dans leur rédaction résultant de la loi n° du relative à la sécurité publique. »

[43]

III. – *L'article 8-2 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce est ainsi modifié :*

[44]

1° *Le premier alinéa est ainsi modifié :*

[45]

a) *La référence : « et 8° » est remplacée par les références : « , 8° et 9° » ;*

[46]

b) *Les mots : « , à l'exclusion de l'échange, la location ou la sous-location saisonnière ou non, en nu ou en meublé, » sont supprimés ;*

[47]

2° *Au second alinéa, les mots : « l'inspection mentionnée » sont remplacés par les mots : « des inspections mentionnées » et la référence : « II » est remplacée par la référence : « I ».*

[48]

IV. – *Le livre des procédures fiscales est ainsi modifié :*

[49]

1° *À l'article L. 84 D, la référence : « L. 561-30 » est remplacée par la référence : « L. 561-28 » ;*

[50]

2° *À l'article L. 228 A, les mots : « de la deuxième phrase du troisième alinéa du II de l'article L. 561-29 »*

[51]

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

[P]

sont remplacés par les mots : « du troisième alinéa de l'article L. 561-31 ».

V. – Le 1° de l'article 1649 AB du code général des impôts est ainsi rédigé :

« 1° Le service mentionné à l'article L. 561-23 du code monétaire et financier ; ».

VI. – Le code de commerce est ainsi modifié :

1° À la fin du e du 2° du I de l'article L. 824-3, le montant : « 1 millions d'euros » est remplacé par le montant : « un million d'euros » ;

2° Le tableau du second alinéa du 2° du II de l'article L. 950-1 est ainsi modifié :

a) La trentième ligne est remplacée par deux lignes ainsi rédigées :

	<i>L'ordonnance n° 2016-1635 du 1^{er} décembre 2016 renforçant le dispositif français de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme</i>	
« L. 824-1 et L. 824-2		
L. 824-3	<i>La loi n° du relative à la sécurité publique</i>	» ;

b) La trente-sixième ligne est remplacée par deux lignes ainsi rédigées :

	<i>L'ordonnance n° 2016-315 du 17 mars 2016 relative au commissariat aux comptes</i>	
« L. 824-10 à L. 824-11		
L. 824-12	<i>L'ordonnance n° 2016-1635 du 1^{er} décembre 2016 renforçant le dispositif français de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme</i>	»

Article 10

Le chapitre V de la loi n° 2015-917 du 28 juillet 2015 actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense est ainsi modifié :

1° L'intitulé est ainsi rédigé : « Dispositions relatives à l'expérimentation de nouvelles formes de volontariat » ;

Article 10

(Alinéa sans modification)

1° (Non modifié)

[1]

[2]

[52]

[53]

[54]

[55]

[56]

[57]

[58]

[59]

[60]

Texte adopté par le Sénat en première lecture

2° Il est ajouté un article 23-1 ainsi rédigé :

« Art. 23-1. – Sans préjudice de l'article L. 4132-12 du code de la défense et des articles 22 et 23 de la présente loi, les Françaises et Français âgés de dix-huit ans révolus et de moins de vingt-six ans à la date de recrutement, qui ont leur résidence habituelle en métropole, peuvent, à titre expérimental et jusqu'au 31 décembre 2018, demander à accomplir le *volontariat* militaire d'insertion.

« Le contrat de volontaire stagiaire du *volontariat* militaire d'insertion est souscrit pour une durée minimale de six mois, renouvelable par période de deux à six mois, et pour une durée maximale de douze mois. Les volontaires servent en tant que volontaires stagiaires du *volontariat* militaire d'insertion au premier grade de militaire du rang.

« Le *volontariat* militaire d'insertion comporte une formation militaire ainsi que diverses formations à caractère professionnel, civique ou scolaire visant à favoriser l'insertion sociale et professionnelle des volontaires.

« Les volontaires stagiaires du *volontariat* militaire d'insertion sont encadrés par du personnel militaire qui assure une partie de ces formations.

« Ils ont la qualité de stagiaires de la formation professionnelle au sens du titre IV du livre III de la sixième partie du code du travail. Les dispositions du code du travail applicables aux stagiaires de la formation professionnelle leur sont applicables, sauf lorsqu'elles sont incompatibles avec l'état militaire. Ils bénéficient du compte personnel d'activité prévu à l'article L. 5151-2 du même code.

« L'État, les régions et, le cas échéant, les organismes collecteurs paritaires agréés concourent au financement de la rémunération des volontaires stagiaires du *volontariat* militaire d'insertion. Cette rémunération est déterminée et versée conformément au chapitre I^{er} du titre IV du livre III de la sixième partie dudit code.

« Le service relevant du ministère de la défense, chargé du *volontariat* militaire d'insertion, est regardé comme un organisme de formation pour l'application du livre III de la sixième partie du même code. Il n'est pas soumis aux titres V et VI du même livre III.

« L'article 23 de la présente loi, à l'exception de la dernière phrase *de son* I, est applicable aux stagiaires du *volontariat* militaire d'insertion.

« Les contrats conclus en application du présent

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

2° (*Alinéa sans modification*)

« Art. 23-1. – Sans préjudice de l'article L. 4132-12 du code de la défense et des articles 22 et 23 de la présente loi, les Françaises et Français âgés de dix-huit ans révolus et de moins de vingt-six ans à la date de recrutement qui ont leur résidence habituelle en métropole peuvent, à titre expérimental et jusqu'au 31 décembre 2018, demander à accomplir le *service militaire volontaire-volontariat* militaire d'insertion.

« Le contrat de volontaire stagiaire du *service militaire volontaire-volontariat* militaire d'insertion est souscrit pour une durée minimale de six mois, renouvelable par période de deux à six mois, et pour une durée maximale de douze mois. Les volontaires servent en tant que volontaires stagiaires du *service militaire volontaire-volontariat* militaire d'insertion au premier grade de militaire du rang.

« Le *service militaire volontaire-volontariat* militaire d'insertion comporte une formation militaire ainsi que diverses formations à caractère professionnel, civique ou scolaire visant à favoriser l'insertion sociale et professionnelle des volontaires.

« Les volontaires stagiaires du *service militaire volontaire-volontariat* militaire d'insertion sont encadrés par du personnel militaire qui assure une partie de ces formations.

(*Alinéa sans modification*)

« L'État, les régions et, le cas échéant, les organismes collecteurs paritaires agréés concourent au financement de la rémunération des volontaires stagiaires du *service militaire volontaire-volontariat* militaire d'insertion. Cette rémunération est déterminée et versée conformément au chapitre I^{er} du titre IV du livre III de la sixième partie dudit code.

« Le service relevant du ministère de la défense chargé du *service militaire volontaire-volontariat* militaire d'insertion est regardé comme un organisme de formation pour l'application du livre III de la sixième partie du même code. Il n'est pas soumis aux titres V et VI du même livre III.

« L'article 23 de la présente loi, à l'exception de la dernière phrase *du* I, est applicable aux *volontaires stagiaires* du *service militaire volontaire-volontariat* militaire d'insertion.

(*Alinéa sans modification*)

[P]

[3]

[4]

[5]

[6]

[7]

[8]

[9]

[10]

[11]

[12]

Texte adopté par le Sénat en première lecture

article peuvent prendre effet à compter du 1^{er} janvier 2017.

« Au plus tard à la fin du seizième mois suivant le début de l'expérimentation, le Gouvernement adresse au Parlement un rapport d'évaluation proposant les suites à lui donner. Il détaille notamment le niveau de diplôme des volontaires à leur entrée dans le dispositif, leur devenir professionnel à sa sortie ainsi que le coût financier global de ce dispositif. Il propose les modalités du dispositif permanent qui pourrait succéder aux dispositifs expérimentaux de volontariat. » ;

3° L'article 22 est ainsi modifié :

a) À la première phrase du premier alinéa, après les mots : « code de la défense », sont insérés les mots : « et de l'article 23-1 de la présente loi » ;

b) (nouveau) Au deuxième alinéa, les mots : « dix-sept ans » sont remplacés par les mots : « dix-huit ans ».

Article 10 bis

(nouveau)

L'article 114 de la loi n° 2016-731 du 3 juin 2016 renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Dans un délai d'un mois avant le terme de l'expérimentation, le Gouvernement adresse au Parlement un rapport d'évaluation de l'expérimentation. »

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« Au plus tard à la fin du seizième mois suivant le début de l'expérimentation, le Gouvernement adresse au Parlement un rapport d'évaluation proposant les suites à lui donner. Il détaille notamment le niveau de diplôme des volontaires à leur entrée dans le dispositif, leur devenir professionnel à leur sortie ainsi que le coût financier global de ce dispositif. Il propose les modalités du dispositif permanent qui pourrait succéder aux dispositifs expérimentaux de volontariat. » ;

3° (Alinéa sans modification)

a) (Non modifié)

b) Au deuxième alinéa, le mot : « dix-sept » est remplacé par le mot : « dix-huit ».

Article 10 bis

(Alinéa sans modification)

« Au plus tard un mois avant le terme de l'expérimentation, le Gouvernement adresse au Parlement un rapport d'évaluation de l'expérimentation. »

Article 10 ter A

(nouveau)

La loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence est ainsi modifiée :

1° L'article 6 est ainsi modifié :

a) Le troisième alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Elle tient compte de leur vie familiale et professionnelle. » ;

b) Avant la dernière phrase du dixième alinéa, sont insérées deux phrases ainsi rédigées :

« Toutefois, lorsque le fonctionnement du dispositif de localisation à distance est temporairement suspendu ou gravement altéré pendant plus de douze heures consécutives, ces obligations peuvent lui être imposées jusqu'à la reprise du fonctionnement normal du dispositif. La mise en œuvre du dispositif technique permettant le contrôle à distance peut être confiée à une personne de droit privé habilitée dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État. » ;

[P]

[13]

[14]

[15]

[16]

[1]

[2]

[1]

[2]

[3]

[4]

[5]

[6]

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

[P]

c) Après le même dixième alinéa, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

[7]

« Le procureur de la République compétent est informé sans délai de toute mesure d'assignation à résidence, des modifications qui y sont apportées et de son abrogation.

[8]

« Le ministre de l'intérieur peut déléguer au préfet territorialement compétent le soin de modifier le lieu et la plage horaire de l'astreinte à demeurer dans un lieu d'habitation déterminé, dans les limites fixées au deuxième alinéa, ainsi que les horaires, la fréquence et le lieu de l'obligation de présentation périodique aux services de police ou aux unités de gendarmerie, dans les limites fixées au 1°. » ;

[9]

d) À l'avant-dernier alinéa, le mot : « douzième » est remplacé par le mot : « quatorzième » ;

[10]

2° Le I de l'article 11 est ainsi modifié :

[11]

a) Au premier alinéa, les mots : « , de jour et de nuit, » sont supprimés ;

[12]

b) Après la première phrase du deuxième alinéa, est insérée une phrase ainsi rédigée :

[13]

« La perquisition ne peut avoir lieu entre 21 heures et 6 heures, sauf motivation spéciale de la décision de perquisition fondée sur l'urgence ou les nécessités de l'opération. » ;

[14]

3° Au troisième alinéa de l'article 13, les mots : « cinq derniers alinéas » sont remplacés par les mots : « sixième à dixième alinéas ».

[15]

Article 10 ter

(nouveau)

I. – Lorsqu'une personne mise en examen pour un crime ou un délit commis à l'encontre de son conjoint, de son concubin ou de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité est placée sous assignation à résidence avec surveillance électronique mobile et qu'une interdiction de rencontrer la victime a été prononcée, cette dernière peut, si elle y consent expressément, se voir proposer le port d'un dispositif électronique permettant de signaler à distance que la personne mise en examen se trouve à proximité.

[1]

Un tel dispositif peut également être proposé à la victime lorsqu'une personne condamnée pour un crime ou un délit commis à l'encontre de son conjoint, de son concubin ou de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité est placée sous surveillance électronique mobile dans le cadre d'un suivi socio-judiciaire ou d'une libération conditionnelle et qu'une interdiction de rencontrer la victime a été prononcée.

[2]

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

[P]

CHAPITRE IV

Dispositions relatives aux outre-mer

Article 11

I. – Le code de la sécurité intérieure est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa des articles L. 285-1, L. 286-1, L. 287-1, L. 288-1, L. 895-1, L. 896-1, L. 897-1 et L. 898-1, les mots : « loi n° 2016-987 du 21 juillet 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et portant mesures de renforcement de la lutte antiterroriste » sont remplacés par les mots : « loi n° du relative à la sécurité publique » ;

1° bis (nouveau) Au premier alinéa des articles L. 445-1, L. 446-1, L. 447-1 et à la fin de l'article L. 448-1, les mots : « loi n° 2016-987 du 21 juillet 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et portant mesures de renforcement de la lutte antiterroriste, les dispositions suivantes » sont remplacés par les mots : « loi n° du relative à la sécurité publique, les dispositions du présent livre » ;

2° Au premier alinéa des articles L. 155-1, L. 156-1, L. 157-1, L. 158-1, L. 645-1, L. 646-1, L. 647-1 et L. 648-1, les mots : « loi n° 2016-731 du 3 juin 2016 renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale » sont remplacés par les mots : « loi n° du relative à la sécurité publique » ;

Les deux premiers alinéas du présent I sont également applicables lorsque les faits ayant entraîné la mise en examen ou ayant donné lieu à condamnation ont été commis par un ancien conjoint, un ancien concubin ou une personne ayant été liée à la victime par un pacte civil de solidarité.

II. – L'État peut autoriser à titre expérimental et pour une durée maximale de trois ans à compter de la promulgation de la présente loi, la mise en place des mesures de protection des victimes prévues au I du présent article dans des ressorts déterminés par le ministre de la justice, selon des modalités précisées par arrêté.

CHAPITRE IV

Dispositions relatives aux outre-mer

Article 11

I. – (Alinéa sans modification)

1° Au premier alinéa des articles L. 285-1, L. 286-1, L. 287-1, L. 288-1, L. 545-1, L. 546-1, L. 895-1, L. 896-1 et L. 898-1 et à l'article L. 897-1, la référence : « loi n° 2016-987 du 21 juillet 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et portant mesures de renforcement de la lutte antiterroriste » est remplacée par la référence : « loi n° du relative à la sécurité publique » ;

1° bis Au premier alinéa des articles L. 445-1, L. 446-1 et L. 447-1, la référence : « loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté, les dispositions suivantes » est remplacée par la référence : « loi n° du relative à la sécurité publique, les dispositions du présent livre » ;

1° ter (nouveau) À la fin de l'article L. 448-1, la référence : « dans sa rédaction résultant de la loi n° 2016-987 du 21 juillet 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et portant mesures de renforcement de la lutte antiterroriste » est remplacée par la référence : « , dans sa rédaction résultant de la loi n° du relative à la sécurité publique » ;

2° Au premier alinéa des articles L. 155-1, L. 156-1, L. 157-1, L. 158-1, L. 645-1, L. 646-1 et L. 647-1, la référence : « loi n° 2016-731 du 3 juin 2016 renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale » est remplacée par la référence : « loi n° du relative à la sécurité publique » ;

[3]

[4]

[1]

[2]

[3]

[4]

[5]

Texte adopté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture	[P]
3° À la fin du 1° de l'article L. 288-1, les mots : « à L. 214-3 » sont remplacés par les mots : « et L. 214-2 » ;	3° (<i>Non modifié</i>)	[6]
4° L'article L. 152-1 est complété par un 4° ainsi rédigé :	4° (<i>Non modifié</i>)	[7]
« 4° Les références au code du travail sont remplacées par les références aux dispositions applicables localement ayant le même objet. » ;		[8]
5° Après le 3° de l'article L. 157-2, il est inséré un 3° <i>bis</i> ainsi rédigé :	5° (<i>Non modifié</i>)	[9]
« 3° <i>bis</i> Les références au code du travail sont remplacées par les références aux dispositions applicables localement ayant le même objet ; »		[10]
6° L'article L. 158-2 est complété par un 4° ainsi rédigé :	6° (<i>Non modifié</i>)	[11]
« 4° Les références au code du travail sont remplacées par les références aux dispositions applicables localement ayant le même objet. »		[12]
II. – Les articles L. 2441-1, L. 2451-1, L. 2461-1 et L. 2471-1 du code de la défense sont <i>complétés par un alinéa</i> ainsi rédigé :	II. – Les articles L. 2441-1, L. 2451-1, L. 2461-1 et L. 2471-1 du code de la défense sont ainsi <i>modifiés</i> :	[13]
	1° (<i>nouveau</i>) <i>Au premier alinéa, la référence : « L. 2336-1 » est remplacée par la référence : « L. 2338-2 » ;</i>	[14]
	2° <i>Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :</i>	[15]
« L'article L. 2338-3 est applicable dans sa rédaction résultant de la loi n° du relative à la sécurité publique. »	<i>(Alinéa sans modification)</i>	[16]
III. – L'article 711-1 du code pénal est ainsi rédigé :	III et IV. – (<i>Non modifiés</i>)	[17]
« <i>Art. 711-1.</i> – Sous réserve des adaptations prévues au présent titre, les livres I ^{er} à V du présent code sont applicables, dans leur rédaction résultant de la loi n° du relative à la sécurité publique, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna. »		
IV. – Le premier alinéa de l'article 804 du code de procédure pénale est ainsi rédigé :		
« Le présent code est applicable, dans sa rédaction résultant de la loi n° du relative à la sécurité publique, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna, sous réserve des adaptations prévues au présent titre et aux seules exceptions : ». »		
V. – <i>La deuxième colonne de la septième ligne de</i> tableau <i>constituant le second alinéa des articles L. 552-6,</i>	V. – <i>La septième ligne de tableau du second alinéa des articles L. 552-6, L. 562-6 et L. 573-2 du code des</i>	[18]

Texte adopté par le Sénat en première lecture

L. 562-6 et L. 573-2 du code des relations entre le public et l'administration est ainsi *rédigée* :

« Résultant de la loi n° du relative à la sécurité publique ».

VI. – *Le* IV de l'article 1^{er} et l'article 8 sont applicables en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna.

Le II de l'article 2 et les II et III de l'article 3 sont applicables dans les îles Wallis et Futuna.

L'article 9 est applicable en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

relations entre le public et l'administration est *remplacée* par deux lignes ainsi *rédigées* :

«	<table border="1"><tr><td><i>L. 212-1</i></td><td>Résultant de la loi n° du relative à la sécurité publique</td></tr><tr><td><i>L. 212-3</i></td><td><i>Résultant de l'ordonnance n° 2015-1341</i></td></tr></table>	<i>L. 212-1</i>	Résultant de la loi n° du relative à la sécurité publique	<i>L. 212-3</i>	<i>Résultant de l'ordonnance n° 2015-1341</i>	».
<i>L. 212-1</i>	Résultant de la loi n° du relative à la sécurité publique					
<i>L. 212-3</i>	<i>Résultant de l'ordonnance n° 2015-1341</i>					

V bis (nouveau). – À l'article 15 de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence, la référence : « loi n° 2016-1767 du 19 décembre 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence » est remplacée par la référence : « loi n° du relative à la sécurité publique ».

VI. – *Les* IV et VII de l'article 1^{er} et l'article 8 sont applicables en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna.

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

[P]

[19]

[20]

[21]

[22]

[23]